

# Quel sort est réservé à l'allégation de faute impliquant un membre d'un contingent militaire une fois qu'elle a été signalée à l'ONU ?

Fiche destinée aux commandants des contingents /unités militaires

## SIGNALEMENT

1

Évaluation de l'allégation

**L'ONU évalue l'allégation et saisit l'autorité chargée d'enquêter.**

L'Équipe déontologie et discipline de la mission évalue les informations reçues afin de déterminer si une faute a pu être commise. Dans l'affirmative, elle saisit l'autorité chargée d'enquêter sur l'allégation.

2

Préservation des preuves et aide aux victimes

**Les preuves sont mises en lieux sûr et une aide est fournie aux victimes.**

Avant le début de l'enquête, les preuves sont recueillies et préservées pour éviter qu'elles ne soient perdues, modifiées ou détruites. Les victimes reçoivent de l'aide et une protection contre des représailles.

3

L'ONU demande au pays fournisseur de contingents d'enquêter

**L'ONU demande au pays fournisseur de contingents d'enquêter. Celui-ci dispose de 10 jours pour répondre.**

4

Le pays fournisseur de contingents détermine qui sera chargé de l'enquête

**Le pays fournisseur de contingents souhaite-t-il mener une enquête?**

**NON**

L'ONU prend le relais et lance sa propre enquête

**OUI**

Le pays fournisseur de contingent enquête seul

**OR**

Le pays fournisseur de contingent enquête conjointement avec l'ONU.

Dans les cas de fautes graves, tels que les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles, l'ONU encourage les pays fournisseurs à mener des enquêtes conjointes afin d'être aussi transparents que possible.

5

Ouverture de l'enquête

**Ouverture de l'enquête. Si le pays fournisseur de contingents décide de se charger de l'enquête, les cas de fautes graves sont confiés à un enquêteur national. Pour les cas moins graves, l'enquête est menée par le commandant du contingent.**

Dans le cadre d'une enquête conjointe avec l'ONU, l'enquêteur national dirige l'enquête et l'Organisation apporte son soutien (par exemple en recueillant des preuves et en fournissant un appui logistique afin qu'il puisse se déplacer dans la zone de la mission).

6

Clôture de l'enquête



**Les cas urgents et très médiatisés, tels que les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles, doivent être résolus dans un délai de trois mois.**



**Les autres cas doivent être résolus dans un délai de six mois.**

7

Rapatriement

**Les auteurs des fautes sont rapatriés et ne peuvent plus exercer de fonctions à l'avenir au sein de l'ONU.**

Si une faute est avérée, l'auteur est rapatrié et ne peut plus exercer de fonctions à l'avenir au sein de l'ONU. En cas de commandement et d'encadrement insuffisants, le commandant est également rapatrié et ne peut plus exercer de fonctions à l'avenir au sein de l'ONU.

8

Mesures supplémentaires (exploitation et atteintes sexuelles)

**L'ONU prendra des mesures supplémentaires à l'encontre d'un pays si l'un des membres de son contingent s'est rendu coupable d'actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles.**

Par exemple, l'ONU suspendra les paiements versés au titre de la rémunération de l'auteur de la faute et les transférera dans un fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les victimes, à rapatrier des unités entières ou à mettre fin au déploiement complet d'un État Membre.

9

Sanction

**Les auteurs sont sanctionnés et l'ONU ainsi que les victimes sont informées des mesures prises.**

Une fois que l'auteur de la faute est rentré dans son pays, l'État Membre doit le sanctionner et informer l'ONU des mesures qu'il a prises. L'Organisation informe ensuite les victimes et le public des mesures prises pour punir les auteurs.

## ENQUÊTE

## CONSÉQUENCES